

Tendances

« Gide s'installe à Téhéran et renforce sa présence au Moyen-Orient ». C'est ainsi que le cabinet d'avocats parisien [Gide Loyrette Nouel](#) annonce l'ouverture de son bureau en Iran dont la direction est confiée à l'avocate iranienne Mehrnoosh Aryan en tant qu'« associée en charge de Gide Téhéran ». Pour cette ancienne de Gibson Dunn & Crutcher, « le marché iranien est en pleine expansion, et l'ouverture de ce bureau va nous permettre de soutenir pleinement les entreprises souhaitant s'y développer ». Cette implantation, dont devraient se réjouir les Iraniens, va donc permettre au cabinet Gide « d'accompagner plus activement le développement d'entreprises françaises et internationales » dans ce pays.



A la faveur du recentrage progressif de la politique régionale de la France, et de la reprise des contacts officiels entre Paris et Téhéran, les entreprises françaises expriment un intérêt grandissant pour les opportunités que leur offre le marché iranien : Total [lire « [Iran : Total inaugure son grand retour avec un \(premier\) accord stratégique](#) »), Airbus, Aéroports de Paris, Vinci, Alstom, PSA, Renault, AccordHotels, Yves Rocher, etc. Certaines d'entre elles n'ont jamais renoncé à leur présence directe en Iran au plus fort des tensions franco-iraniennes, alors que d'autres y reviennent aujourd'hui. Ce retour n'est toutefois pas sans embûches, tant les obstacles rencontrés par les entreprises françaises sont multiples et variés, la question du financement étant, encore aujourd'hui, particulièrement délicate (les sanctions américaines empêchant l'utilisation du dollar dans les transactions bancaires), sans parler du risque de déclenchement du dispositif du « snap back » (et donc de rétablissement des sanctions) en cas de manquement au JCPOA.

La LettreM

La LettreM est un bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La LettreM est destinée aux partenaires régionaux de la France et aux acteurs français (diplomatiques, militaires, économiques et culturels) présents sur la zone MOAN.

La LettreM commente et analyse l'actualité française sur la zone MOAN, avec l'ambition d'aider les partenaires de la France à mieux comprendre et interpréter ses actions et politiques actuelles.

La LettreM propose aussi aux partenaires français des pays arabes et de l'Iran une veille stratégique et opérationnelle de la zone MOAN

La LettreM s'articule autour des axes suivants :

• Tendances

Une synthèse de l'actualité franco-régionale et une mise en perspective des signaux faibles

• E-Diplomacy

Expressions diplomatiques sur la twittosphère

• La France vue par les 24

La perception des actions et politiques françaises suivant un prisme arabe et régional

• Grands contrats

Les enjeux commerciaux majeurs : BTP, Energie, Défense, Transports, Santé, Finances

• Spotlight

La bourse des acteurs et des décideurs sur la voie Paris-MOAN

L'Etat français peut leur venir en aide à plusieurs niveaux, y compris et avant tout, sur le plan politique. Après la levée de l'embargo faisant suite à l'accord nucléaire que Paris avait pourtant voulu retarder, et suite à la visite du Président Hassan Rouhani à Paris début 2016, l'intérêt des milieux d'affaires pour le marché iranien s'est nettement accru [lire : « [Rouhani en France : poursuivre l'ouverture sur Téhéran sans froisser Riyad](#) »]. Les propos du président Emmanuel Macron à la Semaine des Ambassadeurs, sur la nécessité de rester neutre dans le conflit confessionnel qui sévit dans le monde musulman, alors que la France penchait jusque-là clairement pour le camp arabo-sunnite et contre l'Iran et l'axe chiite, étaient déjà perçus comme des signaux encourageants et prometteurs (lire : « [Iran : Paris espère-t-il avoir le beurre et l'argent du beurre ?](#) »).

Depuis, de nombreux échanges et contacts officiels ont eu lieu entre les deux parties et des accords et contrats commerciaux ont été conclus au profit d'entreprises françaises. La tendance se confirme désormais. Ainsi, la rencontre entre les Présidents Macron et Rouhani en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies, et les prises de positions françaises (celles de Macron qui a défendu l'accord nucléaire devant le Président Donald Trump avant de revenir, plus tard, sur les limites de l'accord quant à sa capacité à contenir l'influence grandissante de l'Iran au Moyen-Orient, et celles de son Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian), favorables au maintien de l'accord nucléaire au risque de s'opposer aux Etats-Unis sur ce dossier, peuvent servir le retour et l'implantation des sociétés françaises. Coté iranien, on observe parallèlement une nette volonté d'intensifier ces échanges y compris dans des secteurs stratégiques (aviation, transports, énergie) jusque-là réservés à des entreprises nationales.



Bien avant le cabinet Gide, d'autres structures d'aides et de soutien aux entreprises exportatrices s'étaient déjà installées en Iran, prenant davantage de risques dans un contexte alors moins accueillant et bien plus opaque. Gide est « le premier cabinet d'avocats international à obtenir une licence pour ouvrir une succursale et exercer en Iran en son nom propre », comme il l'affirme sur son site en insistant sur son « esprit pionnier ». D'autres cabinets d'avocats parisiens s'étaient eux aussi intéressés au marché iranien par le passé, sans avoir pu concrétiser pleinement leurs projets [lire : [Iran-France : Réseaux d'affaires : Moins de « Paris » et plus de « Téhéran »](#) ; lire aussi : [Iran-France : Lobbying économique pro-iranien à Paris](#) »].

Par ailleurs, certaines structures officielles ont précédé ces cabinets privés en ouvrant des bureaux suite à la levée des sanctions. C'est le cas de [Business France](#) (qui fait preuve de dynamisme en Iran où elle a ouvert des bureaux dès septembre 2015 et qui multiplie les initiatives encourageant les sociétés françaises à prospector le marché : BF organisera un Pavillon France aux salons Iran Plast fin septembre et Project Iran en avril 2018), de la [CCI France-Iran](#) (ou Chambre Franco-Iranienne de Commerce et d'Industrie, créée en 1986), et de structures relevant du patronat français, comme le [MEDEF International](#) qui s'est associé à l'[ADIT](#) pour créer le [Centre Français des Affaires à Téhéran](#) que MESP voyait déjà en avril 2016 comme une initiative utile et même nécessaire pour servir les entreprises françaises [lire : [Paris-Téhéran : Un Centre Français des Affaires à Téhéran](#) »].

France en Iran @FranceenIran - Sep 18
Les entreprises françaises mobilisées dans le secteur des transports en Iran, ici en entretien avec @JBLemoyne et le ministre Akhundi.



France en Iran @FranceenIran - Sep 18
Réunion de travail entre le nouveau ministre de l'industrie M. Shariatmadari, le secrétaire d'Etat @JBLemoyne et les entreprises de @MEDEF_I



La banque publique d'investissement [BpiFrance](#) vient elle aussi de confirmer sa stratégie visant à accompagner les entreprises françaises en Iran en leur accordant jusqu'à un demi-milliard d'euros de crédits par an dès 2018, comme l'a annoncé son directeur général dans une [interview au JDD](#) (24/09). Cette initiative, qui doit se concrétiser « sauf cas de force majeure », est d'autant plus intéressante que BpiFrance est « la seule banque française à pouvoir le faire sans encourir de sanctions américaines pour violation des règles d'embargo toujours en vigueur » (JDD). Les grandes banques françaises demeurent en effet très réticentes à financer des projets tant le Trésor américain se montre menaçant par le biais de l'OFAC, ce qui pousse, *in fine*, les investisseurs à recourir à de petites banques familiales françaises (Delubac & Cie, Wormser Frères).

On observe également des initiatives particulières, reposant parfois sur des réseaux savamment entretenus des années durant. C'est le cas de certains réseaux d'affaires libanais [lire : « [Iran : Que valent, aujourd'hui, les réseaux d'affaires libanais ?](#) »] qui attendent aujourd'hui d'être véritablement opérationnels. C'est aussi le cas de personnalités publiques françaises, à l'image de l'ancien Ministre des Affaires étrangères [Hubert Védrine](#). Ce dernier, qui était le cosignataire en 2006, avec Madeleine Albright, d'un appel au Président George W. Bush l'invitant à dialoguer avec l'Iran (« [Talk to Iran, President Bush](#) », NYT), vient d'intervenir (septembre 2017) aux côtés de l'ancien Ministre iranien des Affaires étrangères Kamal Kharrazi au *Strategic Council on Foreign Relations* à Téhéran d'où il a défendu la philosophie gagnante-gagnante de l'accord nucléaire. D'ailleurs, Védrine, qui se trouvait aux côtés

de [l'Ambassadeur de France](#) à Téhéran François Sénémaud à l'inauguration du cabinet Gide, se trouve être *Senior Advisor* du cabinet d'avocats...



MESP, qui a lancé l'initiative [Paris-Téhéran](#), partage l'avis d'Hubert Védrine lorsqu'il qualifie « d'intelligents » et de « stratégiques » les contrats remportés ou négociés par les entreprises françaises en Iran, malgré les pressions américaines, et en dépit des opportunités qu'elles devraient ne pas perdre de vue de l'autre côté de la rive du Golfe. Ils sont intelligents et opportunistes peut-être, et ils sont stratégiques car prometteurs sur le long terme. Les actions françaises en Iran mériteraient cependant d'être mieux coordonnées, et les milieux d'affaires français qui confirment leur intérêt pour le marché iranien, mieux orientés et mieux accompagnés. Cela aussi se (re)construit progressivement [[Paris-Téhéran](#)].

La suite du numéro 10 de la *LettreM* et ses autres rubriques (E-diplomacy ; La France vue par les 24 ; Grands contrats ; Spotlight) sont réservées aux clients de MESP. Des extraits des numéros précédents sont disponibles sur le site :

[LettreM • Numéro 9 • 12 septembre 2017](#)

[LettreM • Numéro 8 • 29 août 2017](#)

[LettreM • Numéro 7 • 15 août 2017](#)

[LettreM • Numéro 6 • 1er août 2017](#)

[LettreM • Numéro 5 • 18 juillet 2017](#)

[LettreM • Numéro 4 • 4 juillet 2017](#)

[LettreM • Numéro 3 • 20 juin 2017](#)

[LettreM • Numéro 2 • 6 juin 2017](#)

[LettreM • Numéro 1 • 23 mai 2017](#)

[LettreM • Numéro 0 • 9 mai 2017](#)



Bulletin bimensuel dédié aux relations entre la France et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

Beyrouth • Numéro 10 • 26 septembre 2017

Middle East Strategic Perspectives

Business Intelligence | Strategic Monitoring | Stakeholder Mapping | Due Diligence | Communication & Business Diplomacy
www.mesp.me | contact@mesp.me